

Attaques contre CNews, contrôle des médias... Comme un frémissement

Article rédigé par *Liberté politique*, le 23 février 2024

Les récentes attaques contre le média CNews ont mis en exergue une crainte terrible de la presse de gauche et de gouvernement vis-à-vis du pluralisme. L'avènement des chaînes du groupe Bolloré a en effet bouleversé un paysage médiatique déjà secoué par l'apparition d'internet il y a bientôt trois décennies.

Le Conseil d'Etat a enjoint l'Arcom d'opérer un contrôle des temps de parole de la chaîne télévisée CNews. Une décision rendue le 13 février qui implique pour l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle (Arcom) de réexaminer la gestion du pluralisme par CNews.

Ironie de l'opération politico-judiciaire, la chaîne avait été mise en cause par l'association Reporters Sans Frontières (RSF). Une association censée défendre la liberté de la presse qui se trouve être en réalité une caisse de résonance de l'opinion et de la bonne parole des médias de gauche.

Un rééquilibrage qui inquiète la gauche française

Est reproché à CNews de pencher à droite et de ne pas inviter suffisamment de personnalités de gauche, sans pour autant tenir compte des refus parfois systématiques de venir de certains élus socialistes, mélenchonistes ou cégétistes...

Le succès d'audience de CNews inquiète une gauche médiatique bien installée qui, jusqu'à présent, n'avait pas connu de concurrence sur le petit écran. L'arrivée de Vincent Bolloré à *CNews*, *C8*, *Europe 1* et le rachat du *JDD* contrebalancent un peu une masse médiatique qui penche culturellement à gauche dans des déclinaisons diverses. [La cartographie de la presse française](#) et de leurs propriétaires montre néanmoins qu'on se trouve très loin d'un environnement média qui penche à droite.

Plus qu'un changement politique, ces médias participent à un changement culturel que les partis d'opposition de droite n'ont jamais su mener. Si l'on peut ne pas être convaincu par les programmes de CNews et de C8, qui demeurent des programmes « grand public » tributaires de l'information en continu pour l'un et du « buzz » pour l'autre, la présence de médias qui sortent un peu des sentiers battus politiquement incorrects sur certains sujets peut être accueillie favorablement.

Le cas Hanouna est particulièrement étonnant. Amuseur de plateau, il a été propulsé, presque du jour au lendemain, comme l'ennemi public numéro un par la gauche. Son tort ? Inviter un peu tout le monde et ne pas courber l'échine devant une gauche donneuse de leçons. S'il est évident que le développement de ces chaînes comme de l'immense majorité de l'offre télé ne bénéficient pas ou peu à l'élévation de l'esprit et du débat, au moins l'avènement de la « Bollosphère » permet un petit rééquilibrage là où la gauche et le centre gauche étaient il y a peu en situation de monopole.

RSF, le syndicat gaffeur de la gauche culturelle

L'association Reporters Sans Frontières n'a jamais été tout à fait indépendante. Sous l'influence étasunienne dès ses premiers pas, l'association fondée par Robert Ménard se refait aujourd'hui la cerise en partant en croisade contre un média qui a le malheur de pencher plutôt à droite et de disposer d'une forte audience. Très timide face à la liberticide loi Avia en 2021, RSF se place dans le sens du vent mais pourrait avoir

commis une erreur. En effet le journal *Le Monde* craint que la polémique autour de l'examen par l'Arcom de la gestion du pluralisme de *CNews* « profite aux chaînes privées » et se retourne contre France Télévision et Radio France. Certains médias publics ont ainsi régulièrement ostensiblement affiché leur refus d'inviter des personnalités de droite. Pourquoi passeraient-ils entre les mailles d'un contrôle ?

Le journal *Le Monde*, dont le premier actionnaire est le milliardaire Xavier Niel, rappelle ainsi qu'il y a un an les groupes TF1, M6, Canal+ et Altice s'étaient « lancés dans une dénonciation des « avantages compétitifs » » des médias publics et qu'ils pourraient désormais s'attaquer à l'asymétrie du traitement de l'Arcom concernant le pluralisme mais aussi les possibles connivences avec des formations de gauche.

Ainsi, le 21 février, la radio publique France Inter mettait en scène une journaliste, Léa Salamé, compagne de la tête de liste socialiste aux Européennes Raphaël Glucksmann, qui interrogeait un autre journaliste de *Libération* (titre très favorable à Raphaël Glucksmann), Thomas Legrand, qui remettait en cause la « qualité » de journaliste de sa consœur Sonia Mabrouk. En se plaçant en pourfendeur de *CNews*, RSF pourrait ainsi éclabousser tout le petit monde médiatique de gauche. A défaut, la supercherie du pluralisme et le parti pris gaucher des médias publics seront une nouvelle fois dénoncés et participeront à la dégradation de la perception des médias...

Après la révolution internet et les débouchés en matière de liberté d'expression qu'elle a permis, notamment à travers la création de médias alternatifs, l'arrivée du milliardaire Vincent Bolloré a donné un coup de fouet au monde médiatique français. L'inquiétude suscitée en face semble attester d'une certaine réussite.

Olivier Frèrejacques

Président de Liberté politique

23/02/2024 01:00